



## **Discours de M. Barroso, à l'Assemblée nationale - 24 janvier 2006**

*Discours de José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, devant l'Assemblée nationale, à Paris, mardi 24 janvier 2006.*

### **La France et l'Europe : une communauté de destins**

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les ministres,

Mesdames et Messieurs les députés,

Je suis particulièrement honoré de m'adresser à vous aujourd'hui, dans ce prestigieux hémicycle, et de répondre ainsi à l'invitation de M. Jean-Louis Debré, président de votre Assemblée, que je remercie chaleureusement de me donner l'occasion de débattre avec la représentation nationale française.

Si je me trouve devant vous aujourd'hui, c'est pour vous parler de la marche de l'Europe, bien sûr, mais c'est aussi pour revenir sur une réalité qui mérite d'être rappelée avec force et conviction, au lendemain des débats nourris et passionnés qu'a connus votre pays. Je veux parler du lien indéfectible qui crée une profonde communauté de destins entre la France et l'Europe.

Ce n'est pas à vous, élus du peuple français, que je vais rappeler le rôle éminent joué par la France dans la construction européenne. L'Europe n'aurait pas pu naître ni se bâtir sans la France, sans sa volonté politique audacieuse et tenace, guidée par une vision à la fois ouverte, solidaire et généreuse, et entraînée par des femmes et des hommes qui ont su si bien en incarner l'esprit.

Mais la France a aussi pu compter sur l'Europe. L'Europe a été le creuset de son rayonnement économique et culturel au cours des dernières décennies. Les défis auxquels elle doit faire face aujourd'hui sont communs à l'ensemble des pays européens et aucun pays ne peut les relever seul sans le levier européen. Les grands projets-phare sur lesquels se joue notre compétitivité future ne seraient pas viables sans la coopération européenne. Sans nos efforts conjugués Galileo n'aurait pas vu le jour et l'ITER se trouverait aujourd'hui en Asie et non à Cadarache, dans la région marseillaise.

L'année 2005 qui vient de s'achever a été une année charnière. Nous avons traversé des difficultés, certes, mais nous avons su les surmonter ensemble, comme le démontrent le bilan constructif du sommet de Hampton Court et la conclusion positive du Conseil européen de décembre, dans lesquels je vois une belle preuve de vitalité de l'Europe.

Notre histoire commune n'enseigne-t-elle pas que, dans les moments de tension, l'Europe est toujours parvenue à se rassembler, à relancer son projet et à se réinventer, avec le soutien indéfectible de la France, pays fondateur et moteur de l'Europe ?

C'est sous l'angle de cette extraordinaire capacité de rebond que je regarde le récent débat qui a eu lieu en France à l'occasion du référendum. Dans la décision du peuple français, qui s'est prononcé démocratiquement, je retiens, non pas un rejet de l'Europe, mais bien au contraire la volonté des citoyens de se faire entendre pour être les acteurs de leur destin commun.

Le débat français a posé de vraies questions, qui exigent de nous de vraies réponses. Les citoyens ont le sentiment de ne pas être suffisamment écoutés ni entendus sur le projet européen. Ils nous interpellent tous vivement -responsables politiques nationaux, institutions européennes - pour nous demander des réponses concrètes à leurs préoccupations et pour nous inviter à assumer notre responsabilité commune à leur égard.

C'est pourquoi j'en appelle aux femmes et aux hommes politiques, aux forces vives, aux intellectuels français : investissez-vous dans l'Europe, débattiez de l'Europe et expliquez l'Europe ! Il faut cesser de laisser croire que l'Europe, ce sont les autres, c'est Bruxelles. L'Europe c'est nous tous ! Nous sommes tous des acteurs de la construction européenne !

Certains de nos citoyens ont peur de l'avenir parce qu'ils ont peur de la mondialisation. L'histoire de la France, depuis toujours, est pourtant bien celle de l'ouverture au monde et non du repli sur soi ! Les valeurs universelles de l'humanisme qui font à juste titre la fierté de votre pays n'auraient pas connu leur rayonnement si la France, leur terre nourricière, était restée fermée au reste du monde ! Je voudrais dire que nous n'avons aucune raison d'appréhender l'avenir. Moi-même ainsi que la Commission européenne, sommes, pour notre part, tout à fait confiants : l'Europe a les moyens de peser sur l'évolution du monde, car nous disposons d'atouts considérables.

Face à la mondialisation, la dimension européenne est la seule en mesure de faire la différence et de nous permettre de maîtriser ce processus. Songez aux défis énergétiques, à l'aide au développement notamment en Afrique ou à la lutte contre la criminalité et le terrorisme. Dans tous ces domaines, c'est bien de plus d'Europe dont nous avons besoin car aucun de nos Etats membres, même les plus grands, ne possède aujourd'hui de façon isolée les moyens pour y faire face.

Si nous nous préparons à optimiser les bénéfices de la mondialisation, l'ouverture mondiale des marchés et l'essor des nouvelles technologies - source d'activité et donc d'emploi - peuvent devenir une force d'entraînement puissante et positive, pour l'économie, le bien-être social, la sécurité, la culture.

Aujourd'hui, l'heure est aux résultats. Pour retrouver la confiance et l'adhésion des citoyens, nous devons nous attacher à satisfaire leurs trois priorités, que nous avons faites nôtres - la prospérité, la solidarité et la sécurité. En redynamisant la croissance, par l'innovation, l'esprit d'entreprise et la recherche, en soutenant en particulier les petites et moyennes entreprises, pour créer davantage d'emplois de meilleure qualité, nous favoriserons la prospérité indispensable à l'épanouissement de notre projet européen. Et cette bataille pour la compétitivité, on l'amènera aussi en partenariat avec les régions d'Europe. La Commission se réjouit à cet égard de l'adoption par le Conseil européen de ses propositions en matière de politique régionale qui permettront de soutenir, dans leur développement, les régions de la France métropolitaine ainsi que les départements d'outre mer.

En renforçant la dimension sociale de la création d'emplois, par la promotion de l'égalité des chances, l'anticipation des problèmes liés aux restructurations et la gestion du vieillissement de la population, nous donnerons corps au principe de solidarité qui est au cœur même de la construction européenne.

En améliorant la sécurité sanitaire et alimentaire, la protection des consommateurs, l'accès à la justice, le contrôle des frontières et la lutte contre le terrorisme, nous assurerons la sécurité à laquelle nos citoyens ont droit. Le Conseil européen de décembre ayant dégagé notre horizon budgétaire, nous nous employons ainsi à traduire en actions concrètes la « stratégie de Lisbonne renouvelée ». Pour préserver et renforcer nos valeurs communes, il est urgent de moderniser nos politiques et de réformer nos économies.

Notre détermination est d'autant plus grande que le sommet informel de Hampton Court, en octobre dernier, a permis, sur base des propositions de la Commission et sous la forte impulsion de la France de dégager une très forte convergence de vues sur les dossiers urgents - universités et recherche, démographie, énergie, sécurité. Par-delà les clivages politiques, nous avons su retrouver un consensus et le sens de l'action, dans l'intérêt commun de l'Europe, parce que nous n'avons pas de temps à perdre et que nous voulons une Europe qui gagne !

Je suis d'ailleurs convaincu que le soutien de l'opinion en faveur de la modernisation des institutions que prévoit le projet de traité constitutionnel viendra en son temps, lorsque les conditions seront réunies, une fois la confiance restaurée.

Oui nous avons besoin de réformer nos institutions et de nous doter des moyens nécessaires pour répondre plus efficacement aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle.

Mais je suis convaincu que ce sera la dynamique politique qui déclenchera la dynamique institutionnelle et non l'inverse ! Alors créons cette dynamique politique. En 2006, passons du discours aux résultats, et aux résultats concrets et je ne doute pas que la France prendra toute sa place dans la réalisation de nos ambitions communes.

En lecteur attentif de la presse de votre pays, je lis ici ou là que la France serait atteinte d'une mélancolie voir d'un malaise. Je me demande si le pays de Molière ne céderait pas à la tentation du « Malade imaginaire »... Il me semble, au contraire, que la France a toutes les raisons de se montrer confiante !

La France est, en Europe et dans le monde, une voix écoutée, une voix qui compte.

La France, grande puissance exportatrice, est aussi une puissance industrielle de premier plan et un acteur mondial dans les services, le berceau d'extraordinaires succès dans le secteur des hautes technologies et un carrefour de l'investissement international. Comment ne pas penser, d'ailleurs, aux éclatantes réussites mondiales qui doivent tant à l'initiative française comme Airbus et Ariane ? Le choix de l'ouverture au monde est donc un choix gagnant pour la France et pour l'Europe.

Pour avancer, l'Europe a besoin de la France.

Pour avancer, la France doit s'appuyer sur l'Europe, une Europe déterminée à promouvoir nos valeurs communes à l'échelle mondiale.

Dans l'effort commun auquel nous devons tous contribuer, votre Assemblée, comme tous les parlements nationaux, a un rôle et une responsabilité particulière. C'est aussi à travers vous et avec vous que la légitimité de l'Europe sortira renforcée.

Alors unissons nos forces, parce que c'est pour nos citoyens et ensemble que nous réussirons !

Monsieur le Président Mesdames et Messieurs les députés,

Comme l'a si bien dit Jean Monnet : « les racines de la Communauté sont fortes maintenant, et elles vont loin dans le sol d'Europe. Elles ont survécu à de mauvaises saisons, elles peuvent en supporter d'autres. A la surface, les apparences changent et il est normal que les images du passé s'effacent, et que l'équilibre du monde soit renouvelé. Quand on voit la persistance du sentiment européen dans ce décor en pleine mutation, on ne peut douter qu'il s'agisse d'un puissant mouvement de fond à la mesure des époques de l'histoire ».

Pour conclure, c'est pour moi un grand honneur de vous dire ici aujourd'hui, en mon nom personnel et au nom de la Commission européenne, tout notre attachement et notre fidélité aux principes et aux valeurs qui nous ont été légués par les "Pères fondateurs", au premier rang desquels, vos compatriotes Jean-Monnet et Robert Schuman.

La paix, la liberté, la démocratie et la solidarité sont plus que jamais au coeur du projet européen, ce rêve lucide que nous voulons transformer en réalité.

Merci de votre attention.

José Manuel Barroso

© Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne